

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000761-151

DATE : Le 21 avril 2017

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE MARIE-CLAUDE LALANDE, J.C.S.

OPTION CONSOMMATEURS

Représentante

-et-

FRANÇOIS GRONDIN

Personne désignée

c.

VOLKSWAGEN GROUP CANADA INC. ET AL.

Défenderesses

-et-

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

RICEPOINT ADMINISTRATION INC.

L'HONORABLE FRANÇOIS ROLLAND

LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

Mis en cause

**JUGEMENT SUR LA DEMANDE MODIFIÉE POUR APPROBATION
D'UNE TRANSACTION**

**(Art. 590 et ss. C.p.c., art. 58 et ss. R.C.S. (matière civile) et art. 32 de la *Loi sur le
fonds d'aide aux actions collectives*)**

I- LE CONTEXTE

[1] Dans le monde de l'automobile, le 18 septembre 2015, représente une date importante. Il s'agit du moment où la planète entière apprend que les défenderesses Volkswagen Group Canada Inc., Volkswagen Aktiengesellschaft, Volkswagen Group Of America Inc., Audi Canada Inc., Audi Aktiengesellschaft, Audi Of America Inc. (Volkswagen) ont conçu un logiciel furtif sur leurs véhicules mus au diesel. Ce logiciel illégal (le Dispositif) installé sur les automobiles en question a pour fonction de fausser les résultats des tests de conformité effectués par les autorités gouvernementales.

[2] Ainsi, grâce au Dispositif, les véhicules diesel de Volkswagen respectent les normes environnementales applicables, mais uniquement lors de la tenue de tels tests. Le reste du temps, le Dispositif cesse de masquer la réalité et les émissions d'oxyde d'azote par les véhicules dépassent largement la limite réglementaire prescrite.

[3] Le 22 septembre 2015, François Grondin (Grondin¹) entreprend la présente action collective.

[4] Peu de temps après, quatre autres recours sont entrepris visant essentiellement les mêmes conclusions que celles visées à la demande de Grondin².

[5] Le 13 octobre 2015, Grondin demande à ce qu'Option Consommateurs (OC) lui soit substituée à titre de représentante.

[6] Le 5 novembre 2015, la soussignée s'est vu attribuer la gestion particulière de l'ensemble de ces demandes.

[7] À la suite d'une demande formulée par Grondin pour déclarer litispendance et ordonner la suspension des autres recours, le 30 mai 2016, le Tribunal donne droit aux prétentions de Grondin et du même coup accueille la demande de le substituer par OC.

[8] Peu après ce jugement, Volkswagen et Grondin entament des pourparlers en vue de convenir d'un règlement.

[9] De manière contemporaine, des discussions semblables sont également en cours dans le cadre du dossier de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, *Quenneville et al. vs. Volkswagen Group Canada Inc. et al.*³ (Dossier Quenneville).

[10] Les parties au présent dossier ainsi que celles du Dossier Quenneville entreprennent de retenir les services de l'ancien juge en chef de la Cour supérieure du Québec, l'honorable François Rolland, à titre de médiateur. Ce dernier accepte ledit

¹ L'utilisation des prénoms ou des noms de famille vise à alléger le texte et l'on voudra bien n'y voir là aucun manque de courtoisie à l'égard des personnes ainsi désignées.

² Dossiers n° 200-06-000191-158, n° 500-06-000762-159, n° 500-06-000764-155 et n° 500-06-000765-152.

³ Dossier n°CV-15-537029-00CP.

mandat, et préside l'ensemble de cette médiation. Dans le cadre de ce processus, les parties s'engagent alors à respecter la confidentialité des informations et des documents à être échangés.

[11] Dans le cadre de ces négociations intensives, le Tribunal est tenu informé de l'évolution des pourparlers.

[12] Le 15 décembre 2016, les parties concluent une entente de règlement à laquelle elles apportent certains amendements, le 20 avril 2017 (l'Entente)⁴.

[13] Le 19 décembre, Volkswagen Group Canada Inc., Audi Canada Inc. et le Commissaire de la concurrence produisent un consentement au Tribunal de la concurrence, lequel est conditionnel à ce que la présente entente de règlement soit approuvée⁵.

[14] Le même jour, le Tribunal accueille une demande pour l'émission d'ordonnances préliminaires dans le but de l'approbation de l'Entente et autorise l'action collective. À la suite de ce jugement, les parties diffusent les avis publics prévus à l'article 590 C.p.c.⁶.

II- LES QUESTIONS EN LITIGE

[15] OC demande maintenant au Tribunal d'approuver l'Entente conclue avec Volkswagen.

[16] Elle demande également :

- de nommer un Administrateur des réclamations;
- d'approuver l'Avis annonçant le début de la période de réclamation;
- de nommer un Arbitre qui sera chargé de décider des contestations éventuelles des décisions de l'Administrateur des réclamations; et
- de nommer un Fiduciaire qui aura pour responsabilité de gérer le compte en fiducie.

III- ANALYSE

LE DROIT APPLICABLE

[17] Dans la mesure où une entente de règlement est juste et raisonnable, il y a lieu de l'approuver. Le Tribunal ne peut modifier la transaction conclue entre les parties : il l'approuve telle quelle ou la refuse⁷.

⁴ Pièce R-1.

⁵ Pièce R-6.

⁶ Pièce R-5.

[18] Les critères devant guider le Tribunal, dans cet exercice, sont bien connus⁸ :

- les probabilités de succès du recours;
- l'importance et la nature de la preuve administrée;
- le coût anticipé et la durée probable du litige;
- la nature et le nombre des objections à la transaction;
- la recommandation des avocats et leur expérience;
- la bonne foi des parties et l'absence de collusion;
- les modalités, termes et conditions de la transaction.

[19] Comme le rappelle le juge Pierre C. Gagnon :

Les critères ne s'appliquent que dans la mesure où ils sont pertinents. Aucun n'est déterminant ou prioritaire, sauf l'appréciation du meilleur intérêt des membres du groupe (...) ⁹.

[20] Qu'en est-il en l'espèce?

APPLICATION DES CRITÈRES AU PRÉSENT DOSSIER

[21] Avant de regarder de plus près le contenu de l'Entente et son impact sur les membres, il y a lieu tout d'abord de souligner que cette dernière ne règle pas l'ensemble du litige.

[22] En effet, l'Entente vise les personnes qui étaient propriétaires ou locataires d'un des véhicules ci-dessous, en date du 18 septembre 2015, ou qui sont devenues propriétaires d'un tel véhicule après cette date et qui en sont toujours propriétaires à la date de la transaction, c'est-à-dire au moment de se prévaloir des bénéfices prévus à l'Entente (les Membres du Groupe) :

Marque	Modèle	Année (s) modèle
Volkswagen	Jetta TDI	2009-2015
Volkswagen	Jetta Wagon TDI	2009

⁷ *Bouchard c. Abitibi Consolidated*, J.E. 2004-1503.

⁸ *Pellemans c. Lacroix*, 2011 QCCS 1345.

⁹ *Markus c. Reebok Canada inc.*, 2012 QCCS 3562.

Marque	Modèle	Année (s) modèle
Volkswagen	Golf TDI	2010-2013, 2015
Volkswagen	Passat TDI	2012-2015
Volkswagen	Beetle TDI	2013-2015
Volkswagen	Golf Wagon TDI	2010-2014
Volkswagen	Golf Sportwagon TDI	2015
Audi	A3	2010-2013, 2015

[23] Les Véhicules admissibles sont ceux qui sont équipés d'un moteur diesel (TDI) de 2.0 litres. L'Entente ne dispose donc pas des droits afférents aux véhicules équipés d'un moteur diesel (TDI) de 3.0 litres qui font l'objet d'allégations similaires.

[24] Précisons qu'à la suite de la publication des avis, l'Administrateur des exclusions nommé par les parties a reçu onze exclusions de Membres du Groupe du Québec dont six ont été déclarées valides. Ces membres ont par la suite confirmé leur volonté d'être exclu.

[25] Par ailleurs, l'Administrateur des objections a reçu 67 objections de Membres du Groupe du Québec.

[26] À l'audience, le Tribunal a accepté d'entendre des commentaires de trois membres présents ayant formulé des objections¹⁰, dont un provenant de l'Ontario, pour qui, personne n'a formulé d'objection.

[27] Ces précisions étant faites, l'Entente est-elle juste, équitable, raisonnable et conforme au meilleur intérêt des Membres du Groupe du Québec?

a) Les probabilités de succès du recours

[28] D'entrée de jeu, OC reconnaît qu'au point de vue de la détermination de la responsabilité, elle possède un bon dossier.

[29] Les enjeux, comme nous le verrons, sont ailleurs.

[30] Notamment, OC souligne que l'évaluation des dommages constitue un défi important, tout comme le moment où des sommes d'argent pourraient être versées pour compenser lesdits dommages. De plus, une fois les dommages déterminés, il faudrait

¹⁰ M. Philippe Barraud (objection n°427), M. Michael Kulchycki (objection n°37) et M. Philippe Germain (objection n°85).

inévitablement tenir compte des coûts et des aléas d'un procès ainsi que des frais d'avocats.

b) L'importance et la nature de la preuve administrée

[31] Les procureurs d'OC admettent que leur connaissance du dossier ne peut être aussi pointue que celle qu'ils auraient eue à la veille d'un procès.

[32] Cependant, tel qu'ils le soulignent eux-mêmes, l'ordonnance de confidentialité obtenue très tôt dans le cadre du présent dossier, leur a permis d'obtenir la divulgation de nombreux documents. Ils estiment, en effet, que plus de deux millions de documents leur ont été transmis dans le cadre des négociations. Ils ont également obtenu d'autres éléments de preuve à travers des demandes d'accès à l'information. En outre, ils ont pu prendre connaissance de toutes les formes de publicité sur les produits visés par l'Entente. Enfin, ils ont pu consulter la preuve versée au dossier de la réclamation américaine.

[33] À n'en pas douter, ils ont eu accès à une quantité importante d'informations leur permettant de bien évaluer l'ensemble du dossier.

c) Les termes et conditions de l'Entente

[34] Comme on l'a indiqué ci-haut, l'Entente soumise pour approbation est le fruit d'un processus de médiation mené par l'honorable juge en chef à la retraite, François Rolland, et repose notamment sur l'expertise d'un économiste américain de renommée internationale en la personne d'Edward M. Stockton.

[35] Le Tribunal sait que les parties, leurs procureurs ainsi que le médiateur ont dédié un nombre important d'heures sur une période, somme toute, relativement courte, pour en arriver au présent résultat.

[36] Au moment de conclure l'Entente, les parties ont évalué la valeur maximale potentielle du règlement, à plus de 2,1 milliards de dollars. À eux seuls, les paiements d'indemnisations pourraient représenter plus de 550 millions de dollars.

[37] Malgré l'importance de l'affaire, les termes et conditions de l'Entente présentent une certaine souplesse à travers les différentes options offertes à la majorité des Membres du groupe.

[38] Sans vouloir prétendre reprendre l'ensemble des différentes possibilités offertes par l'Entente, en voici certaines :

[39] Les bénéfices offerts aux Propriétaires admissibles¹¹ varient selon qu'ils choisissent la modification du système d'émissions¹², le rachat ou le rachat avec échange. Dans tous les cas, un Paiement d'indemnisation leur sera offert.

[40] On offre aux Vendeurs admissibles¹³, la moitié des Paiements d'indemnisation offerts aux Propriétaires admissibles.

[41] Quant aux Acheteurs admissibles¹⁴, ils pourront décider de modifier le système d'émissions et, dans la mesure où une telle solution ne devait pas être disponible, opter pour le rachat ou le rachat avec échange. Le Paiement d'indemnisation variera alors selon que le véhicule était ou non loué par Crédit VW Canada inc. en date du 18 septembre 2015, mais un paiement sera offert dans tous les cas.

[42] Les options offertes aux Locataires admissibles¹⁵ varient selon que leur bail a pris fin ou est toujours en vigueur au moment de la participation au programme de réclamation, et selon qu'ils ont acheté le véhicule loué et en sont toujours propriétaires au moment de leur participation au programme de réclamation. Pour ces derniers, des Paiements d'indemnisation sont également prévus.

[43] Cette courte description des termes et conditions de l'Entente, comme indiqué ci-haut, n'est pas exhaustive, mais donne un bon aperçu de ce qu'elle prévoit.

[44] Il est important d'ajouter qu'aucune dépense ou autres frais ne seront déduits des sommes payables aux Membres du groupe visé par l'Entente.

[45] Le processus de réclamation permet également durant une période de près de seize mois de compenser les membres qui auraient payé en trop pour les véhicules vendus et de se sortir d'une situation d'illégalité en raison de la non-conformité desdits véhicules.

[46] À la lumière de ce qui précède, le Tribunal est d'avis que la flexibilité quant à la teneur des offres et quant au moment où les Membres pourront être compensés, les montants offerts et l'absence de déduction monétaire pour payer les avocats constituent des éléments positifs qui militent en faveur de l'approbation de l'Entente.

d) La recommandation des procureurs et leur expérience

¹¹ Celui ou celle qui était propriétaire d'un Véhicule admissible le 18 septembre 2015, et est toujours propriétaire au moment de sa participation au programme d'indemnisation.

¹² Dans la mesure où cette modification existe pour le véhicule en question. Des travaux sont toujours en cours pour développer de telles modifications pour l'ensemble des véhicules visés.

¹³ Celui ou celle qui était propriétaire d'un Véhicule admissible le 18 septembre 2015 et l'a vendu avant le 4 janvier 2017.

¹⁴ Celui ou celle qui a acheté un Véhicule admissible après le 18 septembre 2015 et en est toujours propriétaire au moment de sa participation au programme d'indemnisation.

¹⁵ Le locataire d'un Véhicule admissible aux termes d'un bail consenti par Crédit VW Canada inc., le 18 septembre 2015.

[47] Les procureurs des parties ont travaillé de manière intensive depuis l'ouverture du dossier, mais plus particulièrement depuis juin 2016 date à laquelle des négociations ont été entamées en vue de trouver une solution à l'amiable.

[48] En l'espèce, le Tribunal est satisfait de la démonstration du niveau d'expérience des procureurs en matière de recours collectif. La démonstration et explications avancées tout au cours de la présentation ainsi que les réponses fournies au Tribunal sont plus que satisfaisantes.

e) Le coût des dépenses futures et la durée probable du litige

[49] Il ne fait pas de doute qu'un tel litige requerrait de nombreux mois, voire années, de préparations avant de pouvoir penser être entendu. Ainsi, l'année 2020 avancée par les procureurs, paraît être une estimation raisonnable.

[50] En regard de cette information et du fait que des millions de dollars ont déjà été investis de la part des procureurs d'OC, on comprend qu'un règlement à une date si précoce dans le processus ne peut qu'être bénéfique pour les Membres du Groupe.

f) La recommandation d'une tierce personne neutre

[51] En l'espèce, comme mentionné ci-haut, OC a fait appel à un expert en la personne d'Edward M. Stockton. À la lecture de ses deux affidavits¹⁶, le Tribunal est satisfait des conclusions de son rapport qui se lisent comme suit :

The primary questions posed to me by the Consortium Counsel were the following: first, does the proposed Settlement provide compensation to the Settlement Class sufficient to support repurchase of comparable vehicles (based on consumers' actual vehicle values) at retail value as of September 2015, the date of the announcement of the scandal? Second, do Settlement Class Members receive additional actual and potential compensation for pre-September 2015 direct and residual overpayment effects? The answer to the first question is affirmative for the Settlement Class as a whole, even prior to consideration of the MC and potential trade-in benefits. The answer to the second question is that the proposed Settlement offers substantial potential compensation beyond retail replacement cost in the form of MC and frozen Vehicle Values that allow for the avoidance of age-related and potentially use-related depreciation¹⁷.

[52] Par ailleurs, comme le soulèvent les procureurs d'OC, cette Entente repose également sur l'appréciation par un tiers de la valeur des véhicules, soit le *Canadian Black Book*. Finalement, le fait que le Bureau de la concurrence se satisfasse également des termes de ce règlement constitue également une indication de son caractère raisonnable.

¹⁶ Pièces R-11 et R-13.

¹⁷ Pièce R-11, par. 46.

g) Le nombre et la nature des objections à la transaction

[53] Comme mentionné ci-haut, un certain nombre de membres se sont objectés à la l'Entente, mais en regard de leur nature et des initiatives prises par Volkswagen pour y répondre¹⁸, il y a lieu de conclure qu'un taux peu élevé de Membres admissibles s'objectent à l'Entente.

[54] À cet égard, le Tribunal se permet de rappeler les propos du professeur Pierre-Claude Lafond en regard d'une situation semblable :

On peut constater que le juge, s'il prête une oreille attentive aux récriminations des membres qui voudraient rejeter l'entente, place l'intérêt collectif du groupe nettement au-dessus des insatisfactions personnelles. Cet exemple rappelle que la procédure de recours collectif comporte de nombreux avantages dans des dossiers comme celui en l'espèce, mais qu'il existe une contrepartie aux effets bénéfiques : les intérêts et les états d'âme individuels doivent céder le pas à l'intérêt de la collectivité en cause. Dans sa sagesse et vu l'ampleur de la réparation accordée, le juge reste vigilant et choisit d'entériner le consentement à jugement, car il comprend très bien que rejeter l'entente au nom de quelques membres insatisfaits ne servirait pas l'intérêt du groupe dans un contexte précaire où se présente la chance d'être équitablement indemnisé sans avoir à subir de longs délais judiciaires, combinés à d'importantes difficultés de preuve. Loin de se montrer indifférent à leurs problèmes et à leurs souffrances, le juge prend le pari d'expliquer aux victimes les avantages du règlement et d'opter pour l'équilibre entre les intérêts en cause. Voilà, de la part de la magistrature, une belle démonstration d'une conception collective de la justice en matière de recours collectif¹⁹.

h) La bonne foi des parties et l'absence de collusion

[55] Certes, nous n'en serions pas là si Volkswagen n'avait pas enfreint les règles de bonne foi qui s'imposent à elle.

[56] Cependant, depuis le début du présent dossier, rien ne permet de mettre en doute sa bonne foi pour trouver une juste solution pour les Membres du groupe, ni celle des autres parties.

[57] De plus, pour dissiper tout doute, rappelons que le processus de négociations s'est effectué dans le cadre d'une médiation présidée par l'honorable François Rolland.

[58] En outre, aucune somme d'argent prévue dans l'Entente ne sera versée à OC.

¹⁸ Notamment, en mettant en place rapidement un outil pour calculer les montants qui pourraient être versés aux différents membres ainsi que des explications fournies par Volkswagen aux personnes ayant formulé une objection.

¹⁹ P.-C. LAFOND, *Le recours collectif, le rôle du juge et sa conception de la justice*, Éditions Yvon Blais, 2006, p. 183.

[59] En résumé, en tenant compte des représentations faites par les procureurs, de la jurisprudence soumise et du fait que la quasi-totalité des membres visés n'ont opposé aucune contestation à l'approbation de l'Entente, le Tribunal est d'avis qu'à la lumière de tous les critères applicables, l'Entente doit être approuvée puisqu'elle est juste, équitable et répond aux meilleurs intérêts des Membres du groupe.

[60] Finalement, il y a lieu de donner droit aux autres demandes d'OC en lien avec la mise en application de l'Entente.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[61] **ACCUEILLE** la présente demande modifiée pour l'approbation d'une transaction;

[62] **APPROUVE** et **HOMOLOGUE** l'entente intervenue en date du 15 décembre 2016 entre Option Consommateurs, François Grondin, Matthew Robert Quenneville, Luciano Tauro, Michael Joseph Pare, Therese H. Gadoury, Amy Fitzgerald, Renee James, Al-Noor Wissanji, Jack Mastromattei et Jay Macdonald, d'une part et Volkswagen Group Canada Inc., Volkswagen Aktiengesellschaft, Volkswagen Group Of America Inc., Audi Canada Inc., Audi Aktiengesellschaft, Audi Of America Inc. et Crédit VW Canada Inc., d'autre part, telle qu'amendée en date du 20 avril 2017;

[63] **DÉCLARE** que les définitions contenues à cette entente s'appliquent aux présentes conclusions et sont incorporées par référence au jugement à intervenir sur la présente demande;

[64] **ORDONNE** aux Parties et aux membres du Groupe du Québec visé par le règlement de se conformer à l'Entente de règlement telle qu'amendée en date du 20 avril 2017;

[65] **NOMME** Ricepoint Administration Inc., Administrateur des réclamations et **ORDONNE** à ce dernier de se conformer à l'Entente de règlement telle qu'amendée en date du 20 avril 2017;

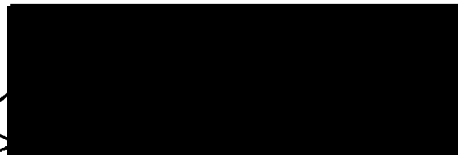
[66] **APPROUVE** l'Avis d'approbation substantiellement dans la forme communiquée au soutien de la demande comme pièce R-16 et en **ORDONNE** la diffusion conformément au Programme d'avis ayant été approuvé par jugement du 19 décembre 2016;

[67] **CONFIRME** la nomination de l'honorable François Rolland à titre d'Arbitre aux fins de la procédure d'appel prévue à l'article 6.7 de l'Entente de règlement telle qu'amendée en date du 20 avril 2017;

[68] **NOMME** La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse Fiduciaire aux fins de détenir et de gérer le Compte en fiducie en faveur des Réclamants admissibles et en conformité avec l'Entente de règlement telle qu'amendée en date du 20 avril 2017;

[69] **DÉCLARE** que si une Réclamation est soumise par un membre putatif du Groupe du Québec visé par le règlement qui a entrepris une demande individuellement ou par jonction à l'extérieur du Québec et avant le 5 mars 2017 contre les Bénéficiaires de la quittance relativement aux Réclamations quittancées et dont la demande était toujours valide en date du 5 mars 2017, ce membre putatif du Groupe du Québec visé par le règlement sera réputé avoir choisi de réintégrer le Groupe visé par le règlement aux fins de l'article 11.5 de l'Entente de règlement telle qu'amendée en date du 20 avril 2017 sur preuve de production du désistement de sa demande, et **APPROUVE** cette réintégration;

[70] **LE TOUT**, sans frais de justice.

A large black rectangular redaction box covers the signature area. A thin horizontal line is drawn across the bottom of the box, and the name 'MARIE-CLAUDE LALANDE, J.C.S.' is printed below it.

MARIE-CLAUDE LALANDE, J.C.S.

Me Daniel Belleau

Me Maxime Nasr

Me Violette Leblanc

BELLEAU LA POINTE, s.e.n.c.r.l

Avocats de la représentante et de la personne désignée

Me Robert R. Charbonneau

Me Stéphane Pitre

Me Anne Merminod

Me Cheryl Woodin

BORDERN LADNER GERVAIS, s.e.n.c.r.l., s.r.l.

Avocats des défenderesses

Date d'audience : 22 mars 2017